

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 97 — 1254

[S - C - 97/9496]

20 MAI 1997

Loi modifiant le Code judiciaire et le Code civil en ce qui concerne les procédures en divorce (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 1254 du Code judiciaire, remplacé par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, le troisième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Dans ce cas, l'exploit de citation peut contenir l'indication des lieu, jour et heure de l'audience des référés. »;

2° au § 3, 3°, les mots « le certificat » sont remplacés par les mots « une preuve »;

3° le même paragraphe est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque les pièces font défaut ou sont incomplètes, la cause est renvoyée au rôle. »

Art. 3. A l'article 1258, § 2, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Cet accord entériné vaut jugement au sens de l'article 1043. »;

2° à l'alinéa 4, les mots « , à la demande d'une des parties, » sont insérés entre les mots « la cause » et les mots « à la première audience »;

3° ce même alinéa 4 est complété par ce qui suit :

« , pour autant qu'elle ne soit pas encore inscrite au rôle des référés. L'article 803 est d'application. ».

(1) *Session ordinaire 1995-1996*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Proposition de loi, n° 202/1 du 31 octobre 1995 déposée par M. Vandeurzen. — Amendements, n°s 202/2 à 7. Rapport du 1^{er} août 1996 de M. Verwilghen, n° 202/8. — Texte adopté par la commission, n° 202/9. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 202/10.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 8 et 10 octobre 1996.

Session ordinaire 1996-1997

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-437/1. — Amendements n°s 1-437/2 à 5. — Rapport du 24 janvier 1997 de Mme Maximus, n° 1-437/6. — Texte adopté par la commission, n° 1-437/7. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 1-437/8.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 29 et 30 janvier 1997.

Chambre des représentants

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, n° 202/11. — Amendements n°s 202/12 et 13. — Rapport du 21 avril 1997 de M. Willems, n° 202/14. — Texte adopté par la commission, n° 202/15. — Texte adopté en séance plénière, n° 202/16.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 29 et 30 avril 1997.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 97 — 1254

[S - C - 97/9496]

20 MEI 1997. — Wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en het Burgerlijk Wetboek betreffende de procedures tot echtscheiding (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 1254 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« In dat geval kan het exploit van dagvaarding de vermelding bevatten van de plaats, de dag en het uur van de terechtzitting in kort geding. »;

2° in § 3, 3°, worden de woorden « het getuigschrift » vervangen door de woorden « een bewijs »;

3° dezelfde paragraaf wordt aangevuld met het volgende lid :

« Wanneer de stukken ontbreken of onvolledig zijn, wordt de zaak naar de rol verzonden. »

Art. 3. In artikel 1258, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Deze bekrachtigde overeenstemming geldt als vonnis, zoals bepaald in artikel 1043. »;

2° in het vierde lid worden tussen de woorden « hij » en « de zaak » de woorden « op verzoek van één van de partijen » ingevoegd;

3° hetzelfde vierde lid wordt aangevuld met wat volgt :

« , voor zover zij nog niet was ingeschreven op de rol van de zaken in kort geding. Artikel 803 is van toepassing. ».

(1) *Gewone zitting 1995-1996*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel, nr. 202/1 van 31 oktober 1995 ingediend door de heer Vandeurzen. — Amendementen, nrs. 202/2 tot 7. — Verslag van 1 augustus 1996 van de heer Verwilghen, nr. 202/8. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 202/9. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 202/10.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 8 en 10 oktober 1996.

Gewone zitting 1996-1997

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-437/1. — Amendementen, nrs. 1-437/2 tot 5. — Verslag van 24 januari 1997 van Mevr. Maximus, nr. 1-437/6. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-437/7. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-437/8.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 29 en 30 januari 1997.

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire stukken. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 202/11. — Amendementen, nrs. 202/12 en 13. — Verslag van 21 april 1997 van de heer Willems, nr. 202/14. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 202/15. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 202/16.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 29 en 30 april 1997.

Art. 4. A l'article 1268 du même Code, in fine de l'alinéa 1^{er}, les mots « par un simple acte de conclusions * sont remplacés par les mots « par des conclusions nouvelles prises contradictoirement ».

Art. 5. A l'article 1275, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « et la mention du jour où celui-ci a acquis force de chose jugée » sont insérés entre les mots « un extrait comprenant le dispositif du jugement ou de l'arrêt » et les mots « est, dans le mois, adressé »;

2° les mots « l'officier de l'état civil du premier district de Bruxelles » sont remplacés par les mots « l'officier de l'état civil de Bruxelles ».

Art. 6. A l'article 1278, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « produit ses effets à l'égard de la personne des époux du jour où la décision acquiert force de chose jugée, et » sont insérés entre les mots « prononce le divorce » et les mots « produit ses effets à l'égard des tiers »;

2° il est inséré entre les alinéas 2 et 3 un nouvel alinéa rédigé comme suit : « En cas de décès d'un des époux, avant la transcription du divorce mais après que la décision le prononçant a acquis force de chose jugée, les époux sont considérés comme divorcés, à l'égard des tiers, sous la condition suspensive de la transcription effectuée conformément à l'article 1275. ».

Art. 7. A l'article 1278, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, le mot « admet » est remplacé par le mot « prononce ».

Art. 8. A l'article 1280 du même Code, modifié par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, entre le mot « connaît » et les mots « en tout état de cause » sont insérés les mots « jusqu'à la dissolution du mariage à la demande, soit des parties ou de l'une d'elles, soit du procureur du Roi »;

2° à l'alinéa 8, les mots « jusqu'à la dissolution du mariage » sont insérés entre les mots « reste saisi » et les mots « durant toute la durée de la procédure en divorce ».

Art. 9. A l'article 1282 du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, les mots « à partir de la date du dépôt de la citation en divorce au greffe du tribunal » sont remplacés par les mots « à partir de la date de la signification de la citation en divorce ».

Art. 10. A l'article 1283 du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article est complété par ce qui suit :

« sans préjudice des droits des tiers de bonne foi »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« La preuve de sa bonne foi incombe au tiers contractant. »

Art. 11. A l'article 1288, dernier alinéa, du même Code, ajouté par la loi du 30 juin 1994, les mots « Lorsque des circonstances nouvelles et imprévisibles modifient sensiblement la situation des enfants » sont remplacés par les mots « Lorsque des circonstances nouvelles et indépendantes de la volonté des parties modifient sensiblement leur situation ou celle des enfants, ».

Art. 12. A l'article 1288bis du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les mots « la requête contient, à peine de nullité, les conventions » sont remplacés par les mots « la requête renvoie, à peine de nullité, aux conventions y annexées »;

2° à l'alinéa 4, 4°, les mots « et de décès de tous les descendants de chacun des époux, y compris les enfants que les époux ont adoptés » sont remplacés par les mots « des enfants visés à l'article 1254, § 2, alinéa 1^{er} »;

3° le même alinéa 4 est complété par ce qui suit : « 5° une preuve de nationalité de chacun des époux ».

Art. 4. In fine van het eerste lid van artikel 1268 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « gewoon bij conclusie » vervangen door de woorden « bij nieuwe op tegenspraak genomen conclusies ».

Art. 5. In artikel 1275, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden « een uittreksel bevattende het beschikkend gedeelte » en de woorden « van het vonnis of het arrest » worden de woorden « en de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden » ingevoegd;

2° de woorden « de ambtenaar van de burgerlijke stand van het eerste district van Brussel » worden vervangen door de woorden « de ambtenaar van de burgerlijke stand van Brussel ».

Art. 6. In artikel 1278, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden « wordt uitgesproken » en de woorden « heeft ten aanzien van derden zijn gevolgen » worden de woorden « heeft ten aanzien van de persoon van de echtgenoten gevolg vanaf de dag waarop de beslissing in kracht van gewijsde is getreden, en » ingevoegd;

2° tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd : « Ingeval een van de echtgenoten overlijdt voor de echtscheiding is overgeschreven doch nadat het vonnis waarbij de echtscheiding is uitgesproken in kracht van gewijsde is gegaan, worden de echtgenoten tegenover derden als uit de echt gescheiden beschouwd, onder de opschortende voorwaarde van overschrijving overeenkomstig artikel 1275. ».

Art. 7. In de Franse tekst van artikel 1278, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, wordt het woord « admet » vervangen door het woord « prononce ».

Art. 8. In artikel 1280 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden, tussen de woorden « in iedere stand van het geding » en het woord « kennis » de woorden « tot de ontbinding van het huwelijk op verzoek van de partijen of van een van de partijen of van de procureur des Konings » ingevoegd;

2° in het achtste lid worden, tussen het woord « blijft » en de woorden « tijdens de hele echtscheidingsprocedure », de woorden « tot de ontbinding van het huwelijk » ingevoegd.

Art. 9. In artikel 1282 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de woorden « te rekenen van de datum waarop de dagvaarding tot echtscheiding op de griffie van de rechtbank is neergelegd » vervangen door de woorden « te rekenen van de datum waarop de dagvaarding tot echtscheiding is betekend ».

Art. 10. In artikel 1283 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het artikel wordt aangevuld met wat volgt :

« onverminderd de rechten van de te goeder trouw zijnde derden »;

2° het volgende lid wordt toegevoegd :

« Het bewijs van goede trouw moet worden geleverd door de contracterende derde. »

Art. 11. In artikel 1288, laatste lid, van hetzelfde Wetboek, toegevoegd bij de wet van 30 juni 1994, worden de woorden « Wanneer nieuwe en onvoorzienbare omstandigheden de toestand van de kinderen ingrijpend wijzigen » vervangen door de woorden « Wanneer nieuwe omstandigheden buiten de wil van de partijen hun toestand of die van de kinderen ingrijpend wijzigen, ».

Art. 12. In artikel 1288bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid, worden de woorden « bevat het verzoekschrift op straffe van nietigheid de overeenkomsten » vervangen door de woorden « verwijst het verzoekschrift op straffe van nietigheid naar de als bijlage opgenomen overeenkomsten »;

2° in het vierde lid, 4°, worden de woorden « en van overlijden van al de afstammelingen van ieder van hen, met inbegrip van de kinderen die door de echtgenoten werden geadopteerd » vervangen door de woorden « van de kinderen bedoeld in artikel 1254, § 2, eerste lid »;

3° hetzelfde vierde lid wordt aangevuld als volgt : « 5° een bewijs van nationaliteit van elk van de echtgenoten ».

Art. 13. L'article 1290, alinéa 4, du même Code, ajouté par la loi du 30 juin 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'il fait application des dispositions prévues au deuxième ou au troisième alinéa, le juge fixe, dans le mois du dépôt au greffe du procès-verbal de la première comparution ou de l'audition prévue à l'alinéa précédent, une nouvelle date de comparution des époux. »

Art. 14. A l'article 1292, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, les mots « et des pièces qui y sont annexées » sont supprimés.

Art. 15. A l'article 1293 du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, le dernier alinéa est supprimé et de nouveaux alinéas sont ajoutés, libellés comme suit :

« Lorsqu'il fait application des dispositions prévues au deuxième ou au troisième alinéa, le juge fixe, dans le mois du dépôt au greffe du procès-verbal de la comparution prévue au deuxième alinéa ou de l'audition prévue au troisième alinéa, une nouvelle date pour la seconde comparution prévue à l'article 1294.

Au cours de cette comparution, le juge peut faire supprimer ou modifier les dispositions qui sont manifestement contraires aux intérêts des enfants mineurs. »

Art. 16. L'article 1294, dernier alinéa, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Le délai de trois mois est suspendu tant que, le cas échéant, la procédure prévue à l'article 931, alinéas 3 à 7, ou à l'article 1290, alinéa 4, n'a pas pris fin. »

Art. 17. A l'article 1298 du même Code, modifié par la loi du 30 juin 1994, sont insérés, entre les mots « prononce le divorce » et « ; dans le cas contraire », les mots « et homologue les conventions relatives aux enfants mineurs ».

Art. 18. A l'article 1303, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « et la mention du jour où celui-ci a acquis force de chose jugée » sont insérés entre les mots « un extrait comprenant le dispositif du jugement ou de l'arrêt » et les mots « est, dans le mois, adressé »;

2° in fine, les mots « l'officier de l'état civil du premier district de Bruxelles » sont remplacés par les mots « l'officier de l'état civil de Bruxelles ».

Art. 19. L'article 1304, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, est complété par la phrase suivante :

« En cas de décès d'un des époux, avant la transcription du divorce mais après que la décision le prononçant a acquis force de chose jugée, les époux sont considérés comme divorcés, à l'égard des tiers, sous la condition suspensive de la transcription effectuée conformément à l'article 1303. »

Art. 20. A l'article 1306, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 30 juin 1994, les références « 1269, 1270 » sont remplacées par les références « 1268 à 1270 ».

Art. 21. L'article 1307, alinéa 1^{er}, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« La demande en séparation de corps peut également être introduite reconventionnellement par des conclusions nouvelles prises contradictoirement, sur une demande principale en divorce. »

Art. 22. L'article 275 du Code civil, modifié par la loi du 20 novembre 1969, est complété par les mots suivants : « au moment du dépôt de la requête visée à l'article 1288bis du Code judiciaire ».

Art. 23. L'article 276 du Code civil est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 276. — Le consentement mutuel ne sera admis que lorsque le mariage aura été conclu au moins deux ans avant le dépôt de la requête visée à l'article 1288bis du Code judiciaire. »

Art. 13. Artikel 1290, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, toegevoegd bij de wet van 30 juni 1994, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De rechter bepaalt, wanneer hij toepassing maakt van het tweede of het derde lid, binnen een maand na de neerlegging ter griffie van het proces-verbaal van de eerste verschijning of van het onderhoud bedoeld in het vorige lid, een nieuwe datum voor de verschijning van de echtgenoten. »

Art. 14. In artikel 1292, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de woorden « en van de erbij gevoegde stukken » weggelaten.

Art. 15. In artikel 1293 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, wordt het laatste lid geschrapt en worden volgende nieuwe leden toegevoegd :

« De rechter bepaalt, wanneer hij toepassing maakt van het tweede of derde lid, binnen een maand na de neerlegging ter griffie van het proces-verbaal van de verschijning bedoeld in het tweede lid of van het onderhoud bedoeld in het derde lid, een nieuwe datum voor de tweede verschijning waarin artikel 1294 voorziet.

Tijdens deze verschijning kan de rechter de beschikkingen die kennelijk strijdig zijn met de belangen van de minderjarige kinderen laten schrappen of wijzigen. »

Art. 16. Artikel 1294, laatste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, wordt vervangen als volgt :

« De termijn van drie maanden wordt geschorst zolang, in voorkomend geval, de rechtspleging bepaald in artikel 931, derde tot zevende lid, of in artikel 1290, vierde lid, niet tot een einde is gebracht. »

Art. 17. In artikel 1298 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1994, worden tussen de woorden « spreekt zij de echtscheiding uit » en de woorden « ; in het tegenovergestelde geval » ingevoegd de woorden « en homologeert zij de overeenkomsten met betrekking tot de minderjarige kinderen ».

Art. 18. In artikel 1303, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden « een uittreksel bevattende het beschikkend gedeelte » en de woorden « van het vonnis of het arrest » worden de woorden « en de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden » ingevoegd;

2° de woorden « de ambtenaar van de burgerlijke stand van het eerste district van Brussel » worden vervangen door de woorden « de ambtenaar van de burgerlijke stand van Brussel ».

Art. 19. Artikel 1304, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Ingeval een van de echtgenoten overlijdt voor de echtscheiding is overgeschreven maar nadat het vonnis waarbij de echtscheiding is uitgesproken in kracht van gewijsde is gegaan, worden de echtgenoten tegenover derden als uit de echt gescheiden beschouwd, onder de opschortende voorwaarde van overschrijving overeenkomstig artikel 1303. »

Art. 20. In artikel 1306, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 30 juni 1994, worden de verwijzingen « 1269, 1270 » vervangen door de verwijzingen « 1268 tot 1270 ».

Art. 21. Artikel 1307, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De vordering tot scheiding van tafel en bed kan bij nieuwe op tegenspraak genomen conclusie ook worden ingesteld als tegenvordering op een oorspronkelijke vordering tot echtscheiding. »

Art. 22. In artikel 275 van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 20 november 1969, worden tussen de woorden « één van beiden » en de woorden « minder dan » ingevoegd de woorden « op het ogenblik van de neerlegging van het verzoekschrift bedoeld in artikel 1288bis van het Gerechtelijk Wetboek ».

Art. 23. Artikel 276 van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 276. — Onderlinge toestemming wordt enkel toegestaan indien het huwelijk aangegaan werd ten minste twee jaar vóór het ogenblik van de neerlegging van het verzoekschrift bedoeld in artikel 1288bis van het Gerechtelijk Wetboek. »

Art. 24. A l'article 301, § 2, alinéa 2, du Code civil, modifié par la loi du 9 juillet 1975, le mot « accordant » est remplacé par le mot « prononçant ».

Art. 25. A l'article 301bis du Code civil, inséré par la loi du 9 juillet 1975, l'article « 218 » devient l'article « 221 », et le « cinquième » alinéa de l'article 1280 du Code judiciaire devient le « sixième » alinéa.

Art. 26. A l'article 311bis du Code civil, modifié par la loi du 14 juillet 1976, les mots « Les articles 303 et 304 sont applicables » sont remplacés par les mots « L'article 304 est applicable ».

Art. 27. A l'article 915bis, § 3, alinéa 2, du Code civil, inséré par la loi du 14 mai 1981, les mots « article 1287, alinéa 2, du Code judiciaire » sont remplacés par les mots « article 1287, alinéa 3, du Code judiciaire ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 24. In artikel 301, § 2, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1975, wordt het woord « toestaat » vervangen door het woord « uitspreekt ».

Art. 25. In artikel 301bis van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 9 juli 1975, worden de woorden « artikel 218 » vervangen door de woorden « artikel 221 » en de woorden « vijfde lid van artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek » vervangen door de woorden « zesde lid van artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek ».

Art. 26. In artikel 311bis van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976, worden de woorden « De artikelen 303 en 304 zijn van toepassing » vervangen door de woorden « Artikel 304 is van toepassing ».

Art. 27. In artikel 915bis, § 3, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 mei 1981, worden de woorden « artikel 1287, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek » vervangen door de woorden « artikel 1287, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 mei 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 97 — 1255

[C - 97/15063]

Arrêté royal relatif au renforcement de l'efficacité des instruments de soutien financier à l'exportation pris en application de l'article 3, § 1^{er}, 1° et 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature est pris sur base de l'article 3, § 1^{er}, 1° et 6°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

L'article 3, § 1^{er}, 1°, prévoit que le Roi peut prendre des mesures en vue de fixer, d'adapter ou de diminuer le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et autres dépenses qui sont en tout ou en partie, directement ou indirectement, à la charge de l'Etat.

L'article 3, § 1^{er}, 6°, prévoit qu'en ce qui concerne les organismes d'intérêt public, les établissements publics relevant de l'Etat, ainsi que toute institution de droit belge sur laquelle l'Etat exerce un contrôle ou dans laquelle l'Etat détient une participation majoritaire, le Roi peut prendre des mesures pour en opérer la suppression, la transformation, la réorganisation ou la fusion et en améliorer le fonctionnement, l'organisation, la gestion et l'activité ainsi qu'en renforcer le contrôle.

Ce projet a pour objectif de prendre un certain nombre de mesures visant le renforcement de l'efficacité des instruments de soutien financier à l'exportation à savoir, d'une part, le mécanisme des prêts d'Etat à Etat et, d'autre part, les interventions de Copromex. Ce faisant, il contribue, comme explicité ci-dessous, à la réalisation des conditions budgétaires nécessaires à la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne car les dépenses relatives à ces instruments seront davantage contrôlées et contenues, limitant ainsi les risques de dérapage.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 97 — 1255

[C - 97/15063]

Koninklijk besluit houdende de versterking van de doeltreffendheid van de instrumenten voor financiële steun aan de export genomen met toepassing van artikel 3, § 1, 1° en 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, is genomen op grond van artikel 3, § 1, 1° en 6°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Artikel 3, § 1, 1°, voorziet dat de Koning maatregelen kan nemen om het bedrag, de voorwaarden en de wijze van toekennen van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven vast te stellen, aan te passen of te verlagen die geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn.

Artikel 3, § 1, 6°, voorziet dat met betrekking tot de instellingen van openbaar nut, tot de openbare instellingen die afhangen van de Staat, alsook tot elke instelling naar Belgisch recht, waarover de Staat controle uitoefent of waarin de Staat een meerderheidsparticipatie heeft, de Koning maatregelen kan nemen om over te gaan tot de opheffing, de omvorming, de reorganisatie of de samensmelting ervan en de werking, de organisatie, het beheer en de activiteit ervan te verbeteren, alsmede de controle erop te versterken.

Dit project heeft tot doel een aantal maatregelen te nemen voor de versterking van de doeltreffendheid van de instrumenten voor financiële steun aan de export : enerzijds, het mechanisme van de leningen van Staat tot Staat en anderzijds, de Copromex tegemoetkomingen. Daardoor draagt het bij, zoals hieronder uitdrukkelijk wordt geformuleerd, tot de realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, aangezien de uitgaven voor deze instrumenten beter zullen worden gecontroleerd en beheerst, waarbij aldus de « slippage » risico's worden beperkt.